



# Appel d'offres pour les prestations de mandataires pour l'élaboration du PDE de la Suze

## Partie I – Procédure et clauses administratives



Cours d'eau:	La Suze, La Suze de la Ville de Bienne / Stadtschüss, La Suze de Madretsch / Madretsch-Schüss Le Bez (Villeret), La Doux, Le Grabe, Le Bez (Corgémont), Le Tarreau de la Maure, Le Terbez, L'Orvine, La Jore
Communes:	Ville de Bienne / Stadt Biel Corgémont, Cormoret, Cortébert, Courtelary, Orvin, Péry – La Heutte, Renan, Saint-Imier, Sauge, Sonceboz – Sombeval, Sonvilier, Villeret
Projet:	Plan directeur des eaux de la Suze (avec études de protection contre les crues)
Date:	15 avril 2021

## Impressum

### Titre

PDE de la Suze avec étude de protection contre les crues – APPEL D'OFFRES – Partie I : Procédure et clauses administratives

### Office

– *Office des ponts et chaussées du canton de Berne*

### Groupe de travail

*Office des ponts et chaussées du canton de Berne, Arrondissement d'ingénieur en chef III*

- *Jörg Bucher, chef du domaine aménagement des eaux*
- *Dorian Dutli, chef de projet du PDE de la Suze*
- *Pierre Mosimann, chef de projet*

*Inspection de la pêche du canton de Berne :*

- *Daniel Bernet, chef des domaines Interventions techniques et Fonds de régénération des eaux (Jura bernois et Seeland)*

### Auteur

INTEGRALIA SA – Développement de projets et gestion des eaux

Tschärnerstrasse 11, 3007 Berne – 031 371 01 44

- *Olivier Chaix, [olivier.chaix@integralia.ch](mailto:olivier.chaix@integralia.ch)*

Document n° 3.04.04.R01b

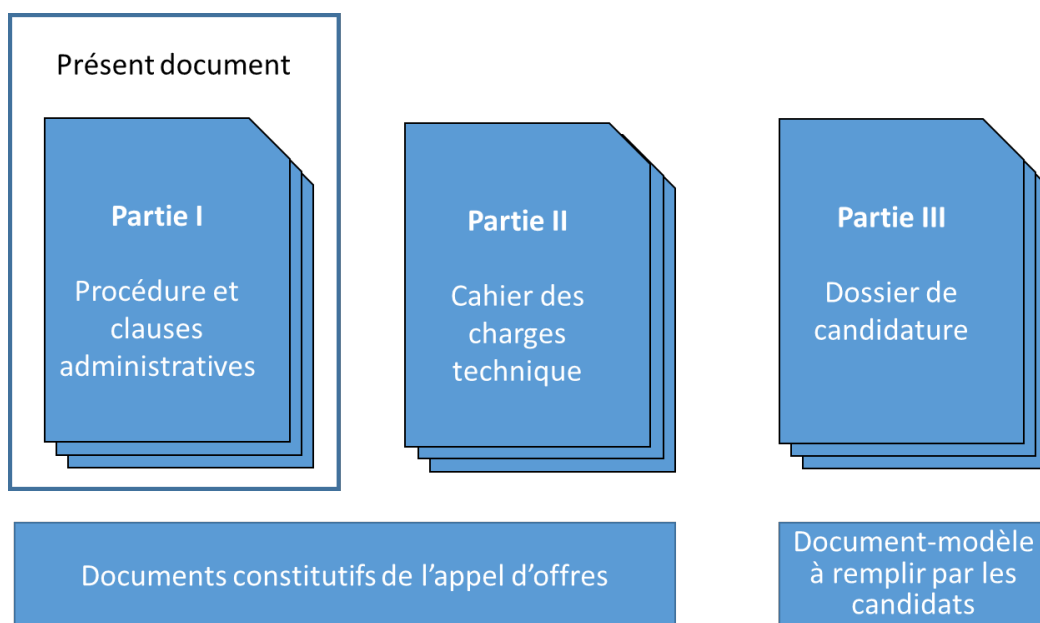
Version 0 : 22.03.2021

Version a 10.04.2021

Version b 15.04.2021

### Structure des documents de l'APPEL D'OFFRES pour le Plan directeur des eaux (PDE) de la Suze

- Le présent document s'intègre dans la structure de l'appel d'offres pour l'élaboration du Plan directeur des eaux (PDE) de la Suze selon le schéma ci-dessous.



## Table des matières

<b>Office des ponts et chaussées du canton de Berne (OPC)</b>	<b>1</b>
<b>Structure des documents de l'APPEL D'OFFRES pour le Plan directeur des eaux (PDE) de la Suze</b>	<b>3</b>
<b>Table des matières</b>	<b>4</b>
<b>1. Appel d'offres</b>	<b>5</b>
1.1 Objet de l'appel d'offres	5
1.2 Obtention du dossier d'appel d'offres	5
<b>2. Pouvoir adjudicateur</b>	<b>5</b>
2.1 Désignation	5
2.2 Personne de référence	5
<b>3. Type de procédure et calendrier</b>	<b>5</b>
3.1 Type de procédure	5
3.2 Calendrier de la procédure	5
<b>4. Questions concernant la procédure d'appel d'offres</b>	<b>6</b>
4.1 Dépôt des questions	6
4.2 Réponse aux questions	6
<b>5. Dépôt et ouverture des offres</b>	<b>6</b>
5.1 Dépôt des offres	6
5.2 Structure et contenu de l'offre à déposer	6
5.2 Ouverture des offres	6
<b>6. Prestations à effectuer</b>	<b>6</b>
<b>7. Critères d'adjudication</b>	<b>7</b>
7.1 Critères d'aptitude	7
7.2 Motifs d'exclusion	7
7.2 Liste et pondération des critères d'adjudication	8
7.3 Notation du prix	8
7.4 Notation des critères de qualité	9
<b>8. Évaluation des offres</b>	<b>9</b>
<b>9. Audition des candidats</b>	<b>10</b>
<b>10. Conditions relatives aux candidats</b>	<b>10</b>
10.1 Pré-implication des candidats	10
10.2 Organisation du candidat	11
10.3 Langues	11
<b>11. Chef de projet</b>	<b>11</b>
11.1 Désignation du chef de projet	11
11.2 Devoir de diligence	11
<b>12. Autres conditions particulières</b>	<b>12</b>
12.1 Indications concernant les offres	12
12.2 Réalisation partielle des prestations demandées	12
12.3 Adjudication et contrat	12
<b>13. Voies de recours</b>	<b>12</b>
<b>ANNEXE: Projet de contrat</b>	<b>13</b>

## **1. Appel d'offres**

### **1.1 Objet de l'appel d'offres**

Prestations de services pour l'élaboration du plan directeur des eaux (PDE) de la Suze dans le canton de Berne, avec études de protection contre les crues.

### **1.2 Obtention du dossier d'appel d'offres**

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable à partir de la plateforme [www.simap.ch](http://www.simap.ch)

## **2. Pouvoir adjudicateur**

### **2.1 Désignation**

Direction des travaux publics et des transports du canton de Berne (DTT)  
Office des ponts et chaussées (OPC)  
Arrondissement d'ingénieur en chef III Seeland – Jura Bernois (AIC III)  
Rue du Contrôle 20, Case postale 701  
2501 Bienne

### **2.2 Personne de référence**

M. Jörg Bucher  
tél. 031 633 96 00 [joerg.bucher@be.ch](mailto:joerg.bucher@be.ch)

## **3. Type de procédure et calendrier**

### **3.1 Type de procédure**

Procédure ouverte soumise à l'accord relatif aux marchés publics.

### **3.2 Calendrier de la procédure**

- |   |                                    |
|---|------------------------------------|
| 1. Publication de l'appel d'offres sur <a href="http://www.simap.ch">www.simap.ch</a> | jeudi 15 avril 2021                |
| 2. Délai pour le dépôt des questions écrites  | jeudi 29 avril 2021                |
| 3. Délai de réponse aux questions écrites   | jeudi 6 mai 2021                   |
| 4. <b>Dépôt de l'offre à l'adresse du pouvoir adjudicateur au plus tard</b>           | <b>jeudi 27 mai 2021 16 heures</b> |
| 5. Ouverture des offres   | vendredi 28 mai 2021               |
| 6. Envoi de la convocation à l'audition des candidats les mieux placés                | mardi 15 juin 2021                 |
| 7. <b>Audition des candidats les mieux placés</b>                                     | <b>mardi 29 juin 2021</b>          |
| 8. Adjudication sous réserve d'obtention du crédit d'étude                            | vendredi 2 juillet 2021            |
| 9. Conclusion du contrat après obtention du crédit d'étude                            | fin juillet – début août 2021      |
| 10. Début des études  | août 2021                          |

## **4. Questions concernant la procédure d'appel d'offres**

### **4.1 Dépôt des questions**

Les questions sont à déposer sur la plateforme simap.ch. Les questions déposées de quelque autre manière que ce soit (appel téléphonique, courriel ou autre) ne seront pas traitées.

### **4.2 Réponse aux questions**

Les réponses seront déposées sur la plateforme simap.ch de manière anonymisée et mises à disposition de tous les candidats (le terme « candidat », utilisé systématiquement dans les présents documents, est synonyme de « soumissionnaire ».)

## **5. Dépôt et ouverture des offres**

### **5.1 Dépôt des offres**

Les dossiers d'offre devront être arrivés à l'adresse indiquée au chapitre 2.1 à la date et à l'heure indiquée au chapitre 3.2. Attention : le moment de la réception de l'offre fait foi.

L'offre sera déposée sous pli fermé et l'enveloppe portera la mention : « PDE de la Suze - Dossier d'offre – ne pas ouvrir », de même que la raison sociale du candidat (nom et adresse).

Les offres déposées après ce délai seront écartées de la procédure.

Les offres seront déposées :

- en 2 exemplaires sous forme papier (classeurs) dans deux enveloppes séparées
- sur 6 clés usb sous forme informatique avec toute l'offre sur **un seul fichier** de format .pdf pour le texte (pas de multiples fichiers) et un fichier de format xls pour les prix
- par courriel à l'adresse du chapitre 2.2.

### **5.2 Structure et contenu de l'offre à déposer**

La structure et le contenu de l'offre à déposer sont définis dans le dossier de candidature, **partie III** de l'Appel d'offres (document-modèle séparé à remplir par le candidat). La non-conformité de l'offre par rapport aux exigences posées dans le dossier de candidature entraîne l'exclusion du candidat.

### **5.2 Ouverture des offres**

Les offres seront ouvertes par au moins deux membres du jury d'évaluation. L'ouverture des offres n'est pas publique. Un procès-verbal d'ouverture sera dressé et transmis aux candidats.

## **6. Prestations à effectuer**

Les prestations à effectuer et leur contexte sont décrits dans le cahier des charges technique, **partie II** de l'Appel d'offres (document séparé).

## 7. Critères d'adjudication

### 7.1 Critères d'aptitude

Pour être prise en considération, le candidat doit remplir cumulativement les 5 critères suivants :

- Le **candidat** (l'entreprise ou le groupement d'entreprises) dispose d'au moins une référence en tant que mandataire principal (pas BAMO ou autre) en planification régionale des cours d'eau (plan directeur des eaux, PDE, plan régional d'évacuation des eaux, PREE, planification stratégique cantonale de renaturation des eaux, concept de développement de cours d'eau, schéma directeur des eaux ou analogue)
- Le **candidat** (l'entreprise ou le groupement d'entreprises) dispose, par le biais de l'un de ses membres spécialisé en planification du territoire, d'au moins une référence dans l'élaboration d'un plan directeur régional (une expérience en aménagement local sera jugée insuffisante)
- Le **candidat** (l'entreprise ou le groupement d'entreprises) dispose, par le biais d'au moins l'un de ses membres, d'une référence dans l'élaboration d'études de protection contre les crues d'une rivière comparable à la Suze ou plus importante.
- Le **chef de projet** proposé dispose d'au moins une référence en tant que chef de projet, (pas BAMO ou autre) en planification régionale des cours d'eau (cf. ci-dessus)
- Le **chef de projet** proposé dispose d'au moins une référence, en tant que chef de projet, dans une fonction de bureau d'assistance à maître d'ouvrage ou fonction similaire impliquant le pilotage technique, financier et administratif de l'équipe d'un projet interdisciplinaire de planification régionale dans le domaine de l'eau.

Précisions :

- Par « régional » on entend ici « comprenant plusieurs communes ».
- Les projets démontrant l'aptitude doivent porter sur des projets achevés dans les dernières 8 années (pas de projet en cours d'exécution, ou alors à proches de leur achèvement).
- Un même projet de référence peut être utilisé plusieurs fois (par exemple comme référence du candidat et de son chef de projet).
- L'aptitude est vérifiée au moyen des documents spécifiés dans le dossier de candidature (**Partie III** de l'appel d'offres : il n'y a donc pas de documents supplémentaires à produire spécifiquement pour l'aptitude).

### 7.2 Motifs d'exclusion

Les motifs suivants conduisent à l'exclusion du candidat :

- Offre reçue hors délai,
- Offre incomplète (documents obligatoires manquants selon **Partie III** de l'appel d'offres),
- Offre partielle,
- Offre sans signatures valables,
- Non-respect, par une des entreprises du groupement, des conditions figurant dans le formulaire de *Déclaration spontanée avec pièces justificatives* de la Direction des finances du canton de Berne, version février 2020, dûment rempli et signé et livré :
  - **avec** tous les justificatifs requis (ou le certificat), par le bureau pilote et par son bureau associé, cas échéant,
  - **sans** nécessité de joindre les justificatifs (ou le certificat) pour les bureaux sous-traitants dans la phase d'appel d'offres. Toutefois, l'adjudication aura lieu sous réserve de fourniture de tous les justificatifs (ou du certificat) dans les 10 jours suivant l'adjudication.
- Critères d'aptitude au sens du chapitre 7.1 non remplis,
- Offre présentée dans une autre langue que le français.

### 7.3 Liste et pondération des critères d'adjudication

Les critères d'adjudication et leur pondération ressortent du tableau suivant :

Critère	Sous-critère	Poids
<b>A) Profil et références personnelles des personnes-clé</b>	<p>Références et expérience :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>du chef de projet</li> <li>du chef de projet adjoint</li> <li>de la personne responsable des études sur la protection des crues</li> <li>des deux autres membres les plus importants de l'équipe de projet (et désignés comme tels dans le dossier de candidature)</li> </ul> <p>selon points 2 et 3 de la Partie III de l'Appel d'offres</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>complétés, cas échéant, par les éléments y relatifs de la présentation effectuée lors de l'audition</li> </ul>	30%
<b>B) Méthodologie</b>	<p>B1) Méthodologie pour le PDE dans son ensemble :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Analyse et compréhension du mandat</li> <li>Démarche et outils prévus</li> <li>Agencement des tâches à exécuter dans le cadre du planning et plausibilité de ce dernier</li> </ul> <p>B2) Méthodologie pour la partie protection contre les crues du PDE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Proposition méthodologique pour la protection des crues de Villeret</li> <li>Proposition méthodologique et déroulement de l'étude de protection contre les crues de la ville de Bienne avec implication des représentants de la ville</li> </ul> <p>selon points 6 à 10 de la Partie III de l'Appel d'offres</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>complétés, cas échéant, par les éléments y relatifs de la présentation effectuée lors de l'audition</li> </ul>	30%
<b>C) Références de la société</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Références</li> </ul> <p>selon point 5 de la Partie III de l'Appel d'offres</p>	10%
<b>D) Organisation du mandataire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Composition et organisation de l'équipe de projet</li> </ul> <p>selon point 4 de la Partie III de l'Appel d'offres</p>	6%
<b>E) Langue française</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Maîtrise de la langue française à l'écrit et à l'oral du chef de projet et de son adjoint ou des prestataires clés en contact avec les communes.</li> </ul>	4%
<b>F) Prix</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Selon notation du chapitre 7.3</li> </ul>	20%

Les précisions suivantes sont apportées au tableau ci-dessus :

- Les références indiquées doivent porter sur des projets achevés il y a moins de 10 ans.
- Les projets en cours sont acceptés, mais leur avancement devra être suffisant (avancement minimal environ 50%, à démontrer)
- Un même projet de référence peut être utilisé plusieurs fois (par exemple comme référence du candidat et d'une personne-clé, ou comme référence pour un critère et pour un autre). Il s'agira alors de l'indiquer clairement.
- La maîtrise de la langue française sera évaluée à l'écrit dans le dossier fourni et à l'oral lors de l'audition des candidats.

### 7.4 Notation du prix

La notation du prix se fera sur le total des montants plafonds offerts, frais et débours inclus. Elle se fera avec une pondération de 100% pour les prestations des phases 2 et 3, et de 50% pour les phases 4 et 5 (partant du constat que ces dernières sont plus incertaines quant à leur estimation), selon la méthode suivante :

- L'offre la plus basse obtient la note 5.
- L'offre à 300 % de l'offre la plus basse et au-dessus obtient la note 1.
- Les notes des autres prix font l'objet d'une interpolation linéaire entre ces deux points.



## 7.5 Notation des critères de qualité

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note).

Les appréciations générales déterminant chaque note pourront être absolues ou relatives, selon le tableau ci-dessous :

Notes	Description dans une notation absolue	Description dans une notation relative
<b>0</b>	<b>Manquant / non documenté</b> Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé	<b>Manquant / non documenté</b> Même notation qu'à gauche
<b>1</b>	<b>Insuffisant</b> Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes	<b>nettement moins bon</b> En termes de qualité et/ou de quantité, pour un critère donné, la proposition du candidat est nettement moins bonne par rapport à la moyenne des candidats, il manque des éléments clés.
<b>2</b>	<b>Partiellement suffisant</b> Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes	<b>moins bon</b> En termes de qualité et/ou de quantité, pour un critère donné, la proposition du candidat est moins bonne, moins complète et moins convaincante que la moyenne des candidats.
<b>3</b>	<b>Suffisant</b> Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats	<b>Dans la moyenne</b> En termes de qualité et/ou de quantité, pour un critère donné, la proposition du candidat se situe dans la moyenne par rapport à l'ensemble des candidats.
<b>4</b>	<b>Bon</b> Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et y apporte une certaine plus-value ou qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats	<b>Meilleur</b> En termes de qualité et/ou de quantité, pour un critère donné, la proposition du candidat est meilleure que celle de la moyenne des candidats ; elle présente certains aspects supplémentaires intéressants
<b>5</b>	<b>Très bon</b> Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond largement aux attentes et présente une importante plus-value ou beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats	<b>Nettement meilleur</b> En termes de qualité et/ou de quantité, pour un critère donné, la proposition du candidat est nettement meilleure que celle de la moyenne des candidats ; elle sort du lot par des éléments novateurs, une approche particulièrement efficace ou d'autres caractéristiques.

## 8. Évaluation des offres

Les offres sont évaluées par un jury composé de MM. Cédric Berberat, Jörg Bucher, Pierre Mosimann (OPC AIC III), Daniel Bernet (IP), Vera Wyrsh (ville de Bienne), Bernard Merkelbach (SAES) et M. Olivier Chaix, INTEGRALIA SA, assistant au maître d'ouvrage.

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur l'offre, ainsi que sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation se base sur les critères préalablement annoncés aux candidats. L'adjudication est attribuée à l'offre économiquement la plus avantageuse (offre obtenant le meilleur score), à savoir après évaluation qualitative et financière de l'offre, en adéquation avec les attentes de l'adjudicateur sous la forme de critères d'adjudication.

En cas d'égalité de points entre deux ou plusieurs candidats pressentis pour être adjudicataires, l'adjudicateur peut choisir librement l'adjudicataire.

## **9. Audition des candidats**

Le mandant prévoit d'auditionner les candidats les mieux placés. Les éléments recueillis lors de l'audition sont pris en considération dans la notation des critères. L'audition ne constitue en aucun cas une négociation de prix.

L'audition durera une heure par candidat et se déroulera comme suit :

- |   |     |
|---|-----|
| • Salutations et présentation des membres du jury                         | 5'  |
| • Présentation des membres de l'équipe du candidat présents               | 5'  |
| • Présentation des éléments clés de l'offre du candidat                   | 20' |
| • Questions du jury   | 20' |
| • Questions du candidat   | 5'  |
| • Conclusions, remerciements et information sur la suite de la procédure. | 5'  |

## **10. Conditions relatives aux candidats**

### **10.1 Pré-implication des candidats**

Il est possible que des candidats ou certains de leurs collaborateurs aient été pré-impliqués dans des études qui présentent – de près ou de loin – un lien avec les prestations demandées pour l'élaboration du PDE de la Suze.

Il s'agit notamment des sociétés et/ou des collaborateurs engagés ou anciennement engagés par les sociétés suivantes (la liste n'a pas la prétention d'être exhaustive) :

Sur le PREE de la Suze (1998) :

- Natura Sàrl, Les Reussilles

Sur les cartes de dangers :

- Emch + Berger SA, Berne
- Kissling & Zbinden SA
- Kellerhals und Häfeli AG, Bern
- Impuls AG, Thun

Sur l'hydrologie, l'hydraulique, la protection contre les crues, les plans d'aménagement des eaux et analogues :

- Scherrer Hydrologie AG, Reinach
- Hunziker Zarn und Partner AG, Bern
- Holinger AG
- Flussbau AG, Bern
- PAN SA, Valbirse
- Emch + Berger SA, Berne
- Kissling & Zbinden SA
- SD Ingénieurs SA
- RWB SA
- ATB SA

Les candidats, en remettant leur offre, acceptent notamment d'être mis en concurrence avec les bureaux listés ci-dessus, selon les modalités du présent appel d'offres, et renoncent à faire recours en arguant d'un désavantage concurrentiel lié une éventuelle pré-implication d'un autre candidat.

## **10.2 Organisation du candidat**

Afin que le profil du candidat réponde le mieux possible aux attentes du mandant, il est admis que deux bureaux (mais pas plus) peuvent s'associer pour exécuter les études du PDE. Les sous-traitances déclarées sont aussi admises. L'organisation du candidat doit être clairement documentée.

## **10.3 Langues**

### Pour la partie du projet située à l'amont de la ville de Bienne

Le candidat n'est pas tenu d'être de langue maternelle française. Toutefois, il doit être en mesure de communiquer avec aisance en français avec le mandant et avec les autres partenaires du projet – en particulier les communes – et de rédiger en français l'ensemble des documents requis avec une bonne qualité rédactionnelle, puisqu'il s'agit d'outils de planification destinés à des décideurs politiques et des autorités de surveillance.

### Pour la ville de Bienne

Les études relatives à la ville de Bienne peuvent être effectuées indifféremment en français ou en allemand. Les rapports peuvent être rédigés indifféremment en français ou en allemand, mais leurs éléments de synthèse importants et les légendes des cartes et des principaux schémas et graphiques doivent être bilingues. Les fiches de mesures doivent être bilingues ou publiées dans les deux langues.

## **11. Chef de projet**

### **11.1 Désignation du chef de projet**

Le candidat désigne un chef de projet. La personne en question assume, avec l'aide de son remplaçant et de son équipe de projet, l'entière responsabilité de l'exécution des tâches techniques, administratives et financières du mandat qui lui a été confié, pour toute la durée de l'étude.

Le chef de projet désigné dans l'offre ne pourra pas être modifié sans l'accord écrit du mandant. Sa disponibilité doit être garantie pour toute la durée du projet. La non-disponibilité du chef de projet ou sa modification après le dépôt de l'offre constituent des motifs valables de révocation d'adjudication et/ou de résiliation de contrat.

### **11.2 Devoir de diligence**

Le chef de projet est tenu d'informer régulièrement le maître d'ouvrage sur l'évolution du projet et sur les conséquences d'éventuelles difficultés rencontrées sur le déroulement du PDE et ses résultats (problèmes techniques, dépassement du planning des études, nécessité de prestations exceptionnelles non comprises dans le cahier des charges, relations avec le mandant et les tiers, etc.).

Les problèmes entraînant une modification contractuelle (prestations, délais, coûts) seront identifiés de manière précoce par le chef de projet et leur solution fera l'objet d'un accord écrit entre le mandataire et le mandant.

## **12. Autres conditions particulières**

### **12.1 Indications concernant les offres**

La durée de validité des dossiers d'offre est de 6 mois à partir de la date limite de dépôt. Pendant la durée de validité de l'offre, le candidat s'engage à ne pas modifier son offre et le mandant se réserve le droit de demander des compléments à l'offre, des spécifications plus détaillées sans que cela donne droit à celui-ci à aucun dédommagement.

Aucune indemnisation ne sera allouée pour l'élaboration des dossiers d'offres.

L'ensemble des dossiers d'appel d'offres demeure propriété exclusive du mandant.

Les offres partielles ne sont pas admises.

Si nécessaire, le candidat indiquera dans son offre les pièces qui doivent être traitées par le mandant de manière confidentielle.

### **12.2 Réalisation partielle des prestations demandées**

Le mandant se réserve le droit, en fonction de besoins plus précisément identifiés, d'éventuellement renoncer à faire réaliser certaines prestations prévues dans le cahier des charges et/ou de les faire effectuer par ses propres moyens ou par des tiers.

Ceci s'applique en particulier aux études de protection contre les crues de Villeret et de la ville de Bienne. L'intention du mandant reste toutefois d'adjuger l'ensemble des prestations à un seul candidat.

### **12.3 Adjudication et contrat**

Le mandant se réserve le droit d'adjuger de gré à gré des phases ultérieures au soumissionnaire puisque le montant de ce mandat et des suivants dépassent la valeur-seuil de la procédure ouverte.

Le mandat est attribué et poursuivi sous réserve de l'obtention des autorisations de crédit.

Un contrat, dont le projet est joint en ANNEXE, sera conclu avec le candidat retenu. Il portera sur le mandat du PDE. Si nécessaire, d'éventuelles études complémentaires pourront être déclenchées ultérieurement, en fonction des besoins du mandant et du déroulement du projet.

## **13. Voies de recours**

Les candidats potentiels peuvent faire recours contre le présent appel d'offres dans les 10 jours après sa publication auprès de l'office juridique de la DTT. Passé ce délai, il ne sera plus possible de faire recours contre les éléments de l'appel d'offre ou contre la procédure et ils seront réputés acceptés.

Les décisions du pouvoir adjudicateur peuvent faire l'objet d'un recours auprès de l'office juridique de la DTT. Le recours doit être déposé dans les dix jours à compter de la communication de la décision contestée.

## **ANNEXE**

Projet de contrat (Formulaire A de l'OPC [prérempli en écriture bleue](#))



## Contrat de mandataire (RC)

Numéro du projet: ..... PSP n°: ..... ☐ exemplaire pour le mandant  
Description du projet: [Plan directeur de la Suze](#) ☐ exemplaire pour le  
mandataire

Objet: ..... ☐ .....  
Numéro du contrat: .....  
Représentant du mandant: .....

Comptabilisation (données internes)  
Commune: .....  
N° de compte: .....  
Tranche d'adjudication: .....

Rémunération totale indiquée au chiffre 4.1 / 4.2

CHF Erreur ! La chaîne de  
l'image contient des  
guillemets qui ne  
correspondent pas.  
(hors TVA)

CHF Erreur ! La chaîne de  
l'image contient des  
guillemets qui ne  
correspondent pas.  
(TVA comprise)

conclu entre

Canton de Berne

agissant par

Office des ponts et chaussées, .....

appelé ci-après

mandant et

☐ l'entreprise  
adresse  
numéro de TVA / IDE

.....  
.....  
.....

☐ la communauté de mandataires (société simple) comprenant:

1. ....  
(entreprise chef de file)  
2. ....

adresse / domicile de notification  
numéro de TVA / IDE

.....  
.....

avec fonction de concepteur général

☐ faisant appel aux sous-mandataires suivants:

1. ....  
2. ....

appelée ci-après

mandataire

## 1 Objet du contrat

### 1.1 Définition du projet

Plan directeur des eaux (PDE) de la Suze, y compris études de protection contre les crues de Villeret et Bienne, selon descriptif du cahier des charges technique (Partie II du dossier d'appel d'offres d'avril 2021)

### 1.2 Etendue des prestations du mandataire au sein du projet

Le mandant charge le mandataire d'exécuter les prestations suivantes en vertu du présent contrat et de ses éléments:

Élaborer le PDE de la Suze, selon la méthodologie de l'appel d'offres et les précisions données dans l'offre du [date], et plus particulièrement l'analyse du mandat (point 6 du dossier d'offre), la démarche et les outils prévus pour le PDE en général (point 7.1 du dossier d'offre) et pour les études de protection contre les crues de Villeret et de la ville de Bienne (point 7.2 du dossier d'offre), l'agencement des tâches et du planning proposé (point 8 du dossier d'offre).

## 2 Éléments du contrat et leur ordre de priorité en cas de contradiction

### 2.1 Liste des éléments du contrat

Les éléments du contrat sont, par ordre de priorité:

Le présent document.

Les conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB, édition 2020 (ci-après conditions générales ou CG).

Autres éléments du contrat (EC):

- |      |  |                |
|------|--|----------------|
| EC 1 | L'offre du mandataire (y compris "Tableau des prestations pour ingénieurs civils" de l'OPC) du ....., révisée le ..... | (annexe 1)     |
| EC 2 | La circulaire annuelle du mandant « <a href="#">Honoraires, frais, renchérissement et facturation</a> »                | (annexe .....) |
| EC 3 | La directive du mandant « <a href="#">Décompte des prestations d'ingénieurs</a> » *                                    |                |

\* disponible sous <http://www.tba.bve.be.ch>, rubrique «Publications» > «Achat de prestations» > «Prestations d'ingénieurs ou de planificateurs»

### 2.2 Ordre de priorité en cas de contradictions

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 10 («Accords spéciaux»).

### 3 Prestations du mandataire

#### 3.1 Prestations convenues portant sur les phases partielles

Connaissant le projet qui est à la base du présent contrat (voir chiffre 1.1 et 1.2), le mandataire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le présent document et dans les autres éléments du contrat (prestations ordinaires et prestations à convenir spécifiquement).

#### 3.2 Degré de précision dans les indications sur les coûts du mandataire

Dans ses indications sur les coûts, le mandataire respecte le degré de précision suivant:

+/- 30% (niveau d'un avant-projet sommaire), sauf là où ce n'est pas raisonnablement faisable. Dans ce cas, ils pourront être exceptionnellement indiqués comme ordre de grandeur dans des fourchettes de MCHF 0.1 – 0.2, 0.2 – 0.5, 0.5 – 1, 1 – 2, etc.

### 4 Rémunération

#### 4.1 Rémunération d'après le temps employé

☒ Prestations mentionnées dans l'offre détaillée du mandataire du ....., révisée selon le procès-verbal du .....

☐ Rémunération fondée sur les tarifs horaires ci-après (hors TVA):

Catégorie A: architecte / ingénieur en chef	CHF	.....
Catégorie B: architecte / ingénieur dirigeant, directeur général des travaux	CHF	.....
Catégorie C: architecte, ingénieur, directeur des travaux	CHF	.....
Catégorie D: technicien	CHF	.....
Catégorie E: dessinateur, adjoint au directeur des travaux	CHF	.....
Catégorie F: auxiliaires	CHF	.....
Catégorie G: .....	CHF	.....

**Rémunération convenue** CHF .....

avec plafond des coûtsLe plafond des coûts doit être considéré comme prix maximum (limitation de la rémunération obligatoire).

☐ Rémunération fondée sur le tarif horaire moyen suivant (hors TVA),

valable pour tous les collaborateurs du mandataire: CHF .....

**Rémunération convenue** CHF .....

avec plafond des coûtsLe plafond des coûts doit être considéré comme prix maximum (limitation de la rémunération obligatoire).

Rémunération brute fondée sur le temps employé, frais accessoires CHF **Fehler! Bild-Zeichenfolge enthält ungleiche Anführungszeichen.**

non compris

./.. 0.00 % CHF 0.00

Total intermédiaire 1 CHF 0.00

Frais accessoires 0.00 % CHF 0.00

Frais accessoires CHF .....

Total intermédiaire 2 CHF 0.00

./.. 0.00 % CHF 0.00

Rémunération nette convenue (différence d'arrondi: CHF .....) CHF 0.00

TVA au taux de 7.70 % CHF 0.00

**Rémunération totale, TVA comprise** (différence d'arrondi: CHF .....) **CHF 0.00**



## 4.2 Frais accessoires

- ☒ Remboursement selon les modalités convenues dans l'appel d'offres et l'offre, soit ... % des honoraires dans la phase ... (etc.).

## 4.3 Variations de prix dues au renchérissement

- ☒ Il n'y a pas d'adaptation de prix due au renchérissement.

## 4.4 Rémunération des prestations encore à préciser

### 4.4.1 Description des prestations encore à préciser:

À définir en cours de projet, selon les besoins et avec l'accord écrit donnée par le mandant avant que les prestations ne soient effectuées..

### 4.4.2 Rémunération:

Au tarif temps consacré selon tarifs horaires du personnel engagé ou engageable sur le projet (selon dossier de l'offre)

## 5 Modalités financières

### 5.1 Modalités de paiement

La rémunération est versée selon les modalités suivantes:

- ☒ Rémunération fondée sur le plan de paiement correspondant à l'avancement effectif des études avec facturation à chaque étape de chaque phase, ou périodiquement tous les 2 mois.

Le paiement final n'échoit qu'une fois l'ensemble de la documentation d'ouvrage remis et le décompte final vérifié.

### 5.2 Facturation et paiement

Les factures, indiquant le numéro de projet, la description du projet et le numéro de contrat selon page 1 de ce contrat et le numéro de TVA du mandataire, seront remises en un exemplaire à l'adresse suivante:

Office des ponts et chaussées du canton de Berne, 11<sup>e</sup> arrondissement d'ingénieur en chef, att. M. Dorian Dutli, rue du Contrôle 20, case postale 701, 2501 Bienne

Le mandant se réserve le droit de demander que d'autres informations concernant le contrat figurent sur les factures, selon la page 1 du présent contrat. Les factures seront établies de façon détaillée et vérifiable selon les prestations dues et fournies d'après le présent contrat. Les frais accessoires, les conditions de paiement et la taxe sur la valeur ajoutée seront indiqués séparément. Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences seront renvoyées au mandataire pour correction et, le cas échéant, pour que la documentation soit complétée. Le mandataire doit numéroter ses factures en continu. Le décompte final doit être désigné comme tel. En outre font foi les dispositions de la directive «Décompte des prestations d'ingénieurs» (art. 2.1 EC.3).

### 5.3 Délais de paiement

Le mandant paie les montants échus dans un délai de 45 jours.

Les dispositions relatives au décompte final figurant au chiffre 9.5 des conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB, édition 2020 sont réservées.

## 5.4 Lieu de paiement

Le mandant vire les montants échus à la banque à lieu.

IBAN: ..... Numéro de compte: .....

## 6 Délais

### 6.1 Phases d'étude du projet et d'appel d'offres (phases partielles SIA 31 à 41)

Délai:                      Activité:

– .....                      .....

– .....                      .....

### 6.2 Phase de réalisation (phase partielles SIA 51 à 53)

Le programme de remise des plans convenu s'applique.

Selon planning général du projet, avec les dates-clés prévisionnelles suivantes :

Délai:                      Activité:

– août 2021                      Démarrage de la phase 2 « Concept »

– mai 2022                      Fin des études de protection contre les crues de Villeret

– décembre 2022                      Démarrage de la phase 3 « Mesures »

– février 2023                      Fin des études de protection contre les crues de Bienne

– janvier 2024                      Fin de la phase 3 (rendu du rapport définitif du PDE)

– février 2024                      Début de la phase 4 « Édition des plans »

– avril 2025                      Fin prévisionnelle du mandat (fin de la phase 5 « conclusion »)

## 7 Interlocuteurs

Pour tout ce qui se rapporte au présent contrat, notamment les modifications de ce dernier, la transmission et la notification d'informations, les demandes, etc., les interlocuteurs sont les suivants:

### Du côté du mandant

Nom et adresse

Courriel:

.....

Téléphone:

.....

### Du côté du mandataire

Nom et adresse

(sera précisé ultérieurement)

Courriel:

Téléphone:

.....

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

## 8 Assurances

Le mandataire / la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO) déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle suivante, valable pendant la durée du mandat. Il / elle

garantit qu'il / elle maintiendra cette couverture d'assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il / elle présentera au mandant, sur sa demande, les attestations d'assurance valables correspondantes.  
Le mandataire / la communauté de mandataires annexe au présent contrat une attestation de la compagnie d'assurances prouvant qu'il / qu'elle dispose d'une couverture d'assurance au début du mandat.

## 8.1 Assurance de base

☒ Dommages corporels et dommages matériels  
Compagnie d'assurances: \_\_\_\_\_  
Franchise par sinistre: \_\_\_\_\_

CHF \_\_\_\_\_ par sinistre / garantie unique  
(CHF x millions min.)  
Numéro de police: \_\_\_\_\_  
CHF \_\_\_\_\_  
(à indiquer par le mandataire)

## 9 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie.  
Il déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions prévues par les conventions collectives de travail étendues. Il s'engage en outre à continuer à effectuer ces paiements durant toute la durée du contrat.  
Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage en outre à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes.  
Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il est tenu de les obliger par écrit à respecter eux aussi les principes susmentionnés.

Pour chaque infraction à l'une des obligations mentionnées au présent chiffre, le mandataire doit payer au mandant une peine conventionnelle s'élevant à 10 % de la rémunération hors TVA indiquée au chiffre 4.1 / 4.2, mais au minimum à CHF 3'000.00, et au maximum à CHF 100'000.00.

## 10 Clause d'intégrité

Le mandataire s'assure de n'avoir conclu aucun accord ou de n'avoir pris aucune mesure susceptible de restreindre la concurrence.  
Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la corruption et, en particulier, à s'abstenir d'offrir ou d'accepter toute libéralité ou tout autre avantage.  
En cas de violation de cet engagement, le mandataire doit payer une peine conventionnelle au mandant. Celle-ci équivaut, par infraction, à 10 % de la rémunération contractuelle, mais au minimum à CHF 3'000.00.  
Le mandataire est rendu attentif au fait que toute violation de la clause d'intégrité entraîne en principe la résiliation du contrat pour justes motifs par le mandant.

## 11 Accords spéciaux

### 11.1 Dérogation et compléments aux conditions générales

En dérogation et compléments aux conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB, édition 2020, il est convenu de ce qui suit:  
Néant

### 11.2 Autres accords spéciaux

En outre, les parties concluent les accords spéciaux suivants:  
Néant

Néant

---

**12 Entrée en vigueur**

---

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les deux parties.

---

**13 Modifications du contrat**

---

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent document ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle.

Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou est inapplicable pour d'autres raisons, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

---

**14 Droit applicable, litiges et for**

---

Le présent contrat est soumis exclusivement au droit suisse. Les dispositions de la Convention de Vienne (Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, conclue à Vienne le 11 avril 1980) sont exclues.

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable par des entretiens directs. Elles font éventuellement appel à une personne indépendante et compétente, chargée de les concilier. Chaque partie peut aviser l'autre par écrit qu'elle est prête à s'engager dans une procédure de règlement du litige (entretiens directs ou recours à un médiateur). En cas de recours à un médiateur, les parties définissent conjointement avec celui-ci la procédure appropriée et les règles à respecter.

Si les parties ne conviennent pas d'une procédure de règlement du litige ou ne parviennent ni à régler le litige ni à s'entendre sur le choix du médiateur dans les 60 jours suivant la date de réception de l'avis ou si la médiation n'aboutit pas dans les 90 jours suivant cette même date, chaque partie peut porter le litige devant un tribunal ordinaire. En cas de litiges découlant du présent contrat, les parties conviennent que le for est au siège du mandant.

---

**15 Expéditions**

---

Le présent contrat est établi en deux exemplaires. Chaque partie reçoit un exemplaire signé.

**Le mandant:**

.....

Lieu / date

.....  
Nom

Fonction

.....  
Nom

Fonction

Les membres signataires de la communauté de mandataires:

- déclarent répondre solidairement de l'exécution du contrat;
- confirment que l'entreprise chef de file représente la communauté de mandataires face au mandant jusqu'à révocation écrite et qu'ils considèrent que toutes les communications adressées à ladite entreprise sont notifiées valablement à la communauté de mandataires;
- confirment que les paiements effectués par le mandant au lieu de paiement indiqué au chiffre 5.4 ont un effet libératoire.

**Le mandataire ou les membres de la communauté de mandataires:**

Par sa signature, le mandataire ou les membres de la communauté de mandataires confirme avoir lu les *Conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB, édition 2020* ci-après et les accepter comme partie intégrante du présent contrat.

Lieu / date

.....  
Nom

Fonction

.....  
Nom

Fonction



## Conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB

Edition 2020

### 1 Obligations de diligence et de fidélité

- 1.1 Le mandataire sert au mieux de ses connaissances les intérêts du mandant, en respectant les règles de l'art généralement reconnues dans sa profession.
- 1.2 Le mandataire évite les conflits avec ses propres intérêts ou avec ceux de tiers.  
Il informe le mandant des conflits potentiels.

### 2 Obligation d'information et de mise en garde du mandataire

- 2.1 Le mandataire informe régulièrement le mandant de l'avancement des travaux et se procure en particulier toutes les informations nécessaires. Il signale immédiatement par écrit tous les faits qui pourraient compromettre la bonne exécution du contrat. Si, en cours d'exécution, il apparaît que des changements toucheront les phases ou les phases partielles à venir, le mandataire le signale immédiatement au mandant par écrit.
- 2.2 Le mandataire informe immédiatement le mandant par écrit des différences entre le volume de travail effectif et le volume de travail convenu ainsi que de tous les facteurs liés à l'évolution des connaissances (par ex. nouveau mode de construction, nouveaux processus de travail ou nouveaux matériaux) qui, pour des raisons techniques ou économiques, peuvent justifier une modification des prestations convenues.
- 2.3 Le mandataire avertit le mandant par écrit des conséquences négatives de ses instructions, notamment en ce qui concerne les délais, la qualité et les coûts, et le met en garde contre les ordres et souhaits inappropriés.

### 3 Communauté de mandataires

- 3.1 Les modifications touchant l'existence et la composition de la communauté de mandataires requièrent l'accord exprès du mandant. Les accords conclus entre les membres de la communauté de mandataires concernant la prise en charge des frais communs et la participation aux profits et aux pertes n'ont pas d'effet pour le mandant.
- 3.2 Les membres de la communauté de mandataires déclarent que, si l'un d'entre eux quitte cette dernière, ils maintiendront leur société simple, sous réserve de l'accord du mandant. L'art. 536 CO (prohibition de concurrence) ne s'applique pas.

### 4 Recours à des tiers

- 4.1 Le recours à des tiers en vue de l'exécution du contrat est soumis à l'approbation écrite préalable du mandant.
- 4.2 Les tiers auxquels le mandataire fait appel sont considérés comme ses auxiliaires au sens de l'art. 101 CO. L'approbation ou la connaissance, par le mandant, du recours à des tiers n'affecte pas la responsabilité du mandataire découlant du contrat ou liée à ce dernier. L'application de l'art. 399 CO est expressément exclue.
- 4.3 En cas de difficultés de paiement du mandataire, de différends graves entre le mandataire et des tiers ou pour d'autres motifs importants, le mandant peut, après avoir entendu les intéressés, payer directement un tiers ou consigner le montant dû aux tiers aux frais du mandataire, dans les deux cas avec effet libératoire vis-à-vis du mandataire. Le mandant en informe le mandataire par écrit.

### 5 Objet et étendue des pouvoirs de représentation du mandataire

#### 5.1 Principes

En principe, le mandataire n'est pas autorisé à faire à l'égard de tiers des déclarations qui engagent juridiquement le mandant.

Il a cependant le droit d'adjuger seul des prestations ou des fournitures uniques et formant un tout qui figurent au devis et dont le prix ne dépasse pas 5000 francs (hors TVA) par cas. Le mandant doit être informé immédiatement de la commande.

Les adjudications plus importantes sont effectuées par le mandant.

Le mandataire est tenu d'informer immédiatement le mandant des communications et déclarations de tiers (autorités, entreprises, spécialistes, etc.) qui touchent au but du mandat (par ex. des communications relatives aux priorités convenues en matière de qualité ou de risque, aux difficultés économiques des partenaires contractuels et aux demandes de tiers en rapport avec ces difficultés, à des demandes de modification des prix ou encore à des mises en garde).

## 5.2 Phase de réalisation

Si les prestations faisant l'objet du mandat portent sur la direction des travaux, le mandataire doit exercer la direction des travaux, conformément aux art. 33 ss de la norme SIA 118 (2013), dans le cadre du contrat passé entre le mandant et l'entreprise. Les déclarations à portée juridique suivantes, que le mandant se réserve expressément le droit de faire à l'égard des entreprises, sont exclues des pouvoirs attribués au mandataire:

- les modifications du contrat qui ne constituent pas des modifications de commande;
- les modifications de commande qui ont une incidence sensible sur les délais, la qualité et les coûts;
- les déclarations concernant l'existence de défauts constatés lors de la réception de l'ouvrage ou d'une partie de l'ouvrage;
- la reconnaissance finale des métrés et des rapports de régie ainsi que l'approbation du décompte final après sa vérification par la direction des travaux;
- la réclamation et la réalisation de sûretés et de peines conventionnelles.

Dans la mesure où il est chargé de les établir, le mandataire reprend les présentes dispositions en matière de pouvoirs de représentation dans les contrats d'entreprise.

## 6 Modifications du contrat

- 6.1 Le mandant peut demander que les prestations convenues soient modifiées.
- 6.2 Les modifications des prestations et les adaptations corrélatives de la rémunération, des délais et des autres éléments du contrat sont discutées et arrêtées par écrit dans un avenant avant la poursuite des travaux. Une éventuelle adaptation des honoraires se calcule selon les éléments de la base de calcul ou de coûts initiale, augmentée du renchérissement si une variation des prix a été convenue.
- 6.3 Le mandant indemnise le mandataire pour les prestations autorisées et prouvées qui ont été exécutées avant la modification de commande et que cette modification a rendues inutiles.

## 7 Personnes-clés

Sous réserve des cas de résiliation du contrat de travail, de maladie ou de décès, les personnes-clés du mandataire, qui sont responsables du projet, ne peuvent être remplacées après la conclusion du contrat qu'avec l'accord du mandant. Une personne-clé ne peut être remplacée dans sa fonction que par une personne ayant les mêmes qualifications.

## 8 Droit du mandant de donner des instructions

- 8.1 Le mandant est habilité à donner des instructions au mandataire dans le cadre de l'exécution du contrat. Si le mandant déclare par écrit maintenir des instructions contre lesquelles le mandataire l'a mis en garde par écrit, le mandataire n'est pas responsable, envers le mandant, des conséquences de ces instructions.
- 8.2 Si, malgré les mises en garde du mandataire, le mandant insiste pour que des règles de sécurité ne soient pas appliquées, le mandataire peut répudier son mandat pour s'exonérer de sa responsabilité envers les tiers. Une indemnité pour résiliation du mandat en temps inopportun est exclue dans ce cas.
- 8.3 Si, à titre exceptionnel, le mandant donne des instructions directement à des tiers, il en informe sans délai le mandataire par écrit.

## 9 Rémunération

### 9.1 Honoraires et frais accessoires

Les prestations (frais accessoires compris) sont généralement facturées par phase partielle. Pour les phases partielles dont la réalisation dure plus de trois mois, le mandant est en droit de facturer des acomptes mensuels, les relevés des prestations et les justificatifs nécessaires sont joints à la facture.

Pour chaque phase partielle convenue (voir chiffre 3 du contrat), une récapitulation doit être établie deux mois au plus tard après la fourniture de la dernière prestation. Ce document contient une liste contrôlable des prestations fournies et donne au mandant une vue d'ensemble de toutes les factures établies par le mandataire ainsi que des montants acquittés et de ceux qui restent à payer.

### 9.2 Plafond des coûts

Le dépassement du plafond des coûts convenus est à la charge du mandataire, à moins que le mandant n'ait approuvé par écrit une modification de commande ou que, pour d'autres raisons, il doive assumer des coûts supplémentaires.

### 9.3 Rémunération des prestations non définies de manière définitive

Les prestations qui ne peuvent pas encore être déterminées de façon définitive au moment de la conclusion du contrat sont désignées comme telles dans le contrat. Il s'agit en particulier de prestations à fournir dans les dernières phases ou phases partielles.

Avant que ces prestations ne soient exécutées, le mandant et le mandataire conviennent par écrit dans un avenant de leur contenu, de leur étendue ainsi que de leur rémunération et de la base de calcul applicable, il se fonde à cet égard sur la base de calcul ou de coûts initiale.

### 9.4 Réduction des honoraires et retenue

En cas de non-respect du degré de précision des estimations de coûts convenu au ch. 3.3 imputable à une faute du mandataire, le mandant se réserve le droit de réduire les honoraires en conséquence. Le droit du mandant à des dommages-intérêts est réservé.

Si le mandataire est responsable ou coresponsable de défauts importants, le mandant peut procéder à une retenue correspondant au minimum au coût estimé de l'élimination des défauts et au dommage estimé. Le mandant ne peut procéder à une retenue si le mandataire fournit une garantie correspondante. Constitue notamment une garantie acceptable l'attestation écrite par laquelle l'assurance du mandataire s'engage à couvrir les dommages dont ce dernier doit répondre.

### 9.5 Décompte final du mandataire

Les prestations convenues dans la phase partielle consistant dans la direction des travaux de garantie sont à exclure du décompte final du mandataire. A moins qu'elles ne soient couvertes par une garantie d'exécution à première réquisition, elles doivent faire l'objet de factures séparées qui ne peuvent être établies qu'après la vérification finale au sens de l'art. 177 de la norme SIA 118 (2013), ou après la fin des travaux de la phase partielle concernée.

## 10 Prescriptions de sécurité

- 10.1 Le mandataire respecte les prescriptions de sécurité applicables.
- 10.2 Le mandant se réserve le droit de faire interrompre immédiatement les travaux si le mandataire viole gravement ou de manière répétée son obligation de respecter les prescriptions de sécurité.

## **11 Confidentialité**

- 11.1 Le mandant et le mandataire traitent de façon confidentielle tous les faits qui ne sont ni notoires ni accessibles à tout un chacun. Ce devoir de confidentialité perdure après l'extinction des rapports contractuels. Les obligations légales d'information sont réservées.
- 11.2 La sauvegarde du secret militaire est régie par les prescriptions correspondantes.

## **12 Publications**

- 12.1 La publication de plans de construction, de descriptifs et de photographies de plans de l'ouvrage et de la construction est soumise à l'accord préalable écrit du mandant. L'art. 27 LDA (liberté de panorama) est réservé. Le mandant ne peut refuser son accord que si des intérêts dignes de protection l'exigent.
- 12.2 Le mandataire a le droit d'être cité en tant qu'auteur dans les publications correspondantes du mandant ou de tiers.

## **13 Responsabilité du mandataire**

- 13.1 Le mandataire répond des dommages résultant de la violation de ses obligations de diligence et de fidélité, de l'inobservation ou de la violation de règles de l'art reconnues de sa profession, d'un manque de coordination ou de surveillance, d'une mauvaise estimation des coûts ou d'une mauvaise surveillance de ces derniers (notamment un mauvais contrôle des factures des entreprises) ou de la perte des droits qui découlent des défauts de l'ouvrage et qui sont à faire valoir envers les entreprises chargées de l'exécution des travaux.
- 13.2 Les documents insatisfaisants ou entachés d'erreurs sont refusés par le mandant et doivent être révisés gratuitement.
- 13.3 Le mandant peut se fier aux estimations de coûts globales du mandataire, dans les limites du degré de précision indiqué. Si des degrés de précision spécifiques sont convenus pour certains éléments de coûts, ils doivent figurer dans le texte du contrat.
- 13.4 Si le mandant a exigé le recours à un tiers malgré une mise en garde du mandataire, la responsabilité de ce dernier se limite au soin avec lequel il l'a instruit et surveillé le tiers en question.
- 13.5 Le mandant prend en temps utile toutes les mesures qu'on peut raisonnablement exiger de lui et qui sont appropriées à la situation pour prévenir la survenance ou l'aggravation d'un dommage. Si, à titre exceptionnel, le mandant fait parvenir directement des avis de défauts à un ou plusieurs entrepreneurs ou fournisseurs, il en informe immédiatement le mandataire par écrit.
- 13.6 Si un dommage dont le mandataire doit répondre a également été causé par des tiers, le mandant fait valoir ses droits envers tous les auteurs du dommage, de telle sorte que le mandataire puisse se retourner contre tous les coauteurs du dommage après avoir réparé celui-ci.

## **14 Interruption des travaux**

- 14.1 En cas d'interruption des travaux ordonnée par le mandant, le mandataire n'a pas droit à une rémunération supplémentaire pendant la durée de l'interruption.
- 14.2 Si, à la reprise des travaux, il s'avère que l'interruption nécessite une reprise des bases existantes ou que des dépenses supplémentaires sont d'une autre manière nécessaire, ces prestations supplémentaires et leur rémunération doivent être convenues entre les parties avant l'exécution des prestations concernées.

- 14.3 Le mandataire a en tout cas le droit d'exiger du mandant qu'il répare le dommage résultant de l'interruption des travaux s'il prouve que l'interruption des travaux par le mandant résulte d'une violation du contrat de mandataire, la faute du mandant étant présumée à cet égard.

## **15 Délai de dénonciation des défauts et prescription**

- 15.1 Sous réserve du chiffre 15.2, les droits résultant du contrat se prescrivent par 10 ans à compter du fait dommageable. Pour les expertises, le délai de prescription commence à courir le jour de leur livraison.
- 15.2 Les droits résultant des défauts d'un ouvrage immobilier se prescrivent par cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage ou d'une partie de l'ouvrage.
- 15.3 Les défauts doivent en principe être invoqués dans un délai de 60 jours à compter de leur découverte. Cependant, les erreurs de calcul ou les erreurs entachant les plans qui sont à l'origine d'un défaut d'un ouvrage immobilier ou d'une partie d'un ouvrage immobilier peuvent être invoquées par le mandant en tout temps pendant deux ans à compter de la réception de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage concernés. Passé ce délai, elles doivent être invoquées dans un délai de 60 jours à compter de leur découverte.

## **16 Droit d'auteur**

- 16.1 Le droit d'auteur appartient au mandataire.
- 16.2 Le mandant dispose du droit gratuit, irrévocable et non exclusif d'utiliser librement pour ses propres besoins les résultats du travail du mandataire en vue de l'achèvement du projet. Si le mandant fait usage de ce droit sans égard au mandataire, celui-ci a droit au paiement des honoraires dus à ce moment et reconnus par le mandant. En cas de contestation des honoraires, le mandant doit les consigner ou fournir des sûretés.
- 16.3 Si les circonstances le justifient, le mandant est autorisé à modifier les résultats du travail du mandataire déjà pendant la phase d'étude du projet. Il en va de même en cas de fin anticipée du contrat, à condition que celle-ci ne soit pas imputable au mandant.

## **17 Transmission et conservation des documents**

- 17.1 Le mandataire ou chaque membre de la communauté de travail conserve gratuitement et dans leur état d'origine, durant 10 ans au moins à compter de la fin du contrat, tous les documents qui sont liés au contrat et dont les originaux n'ont pas été remis au mandant (tels que les documents relatifs aux décisions et les documents concernant l'ouvrage réalisé: plans, esquisses, calculs, contrats d'entreprise, commandes, correspondance, décomptes, supports de données, etc.).
- 17.2 Sur demande, le mandataire rend en tout temps compte de sa gestion et remet tous les documents qu'il s'est engagé contractuellement à établir dans le cadre des honoraires convenus.



## **18 Fin anticipée du contrat**

- 18.1 L'art. 377 CO ne s'applique pas.
- 18.2 Les parties peuvent se départir en tout temps du contrat pour de justes motifs, sans devoir d'indemnité. Est considéré comme un juste motif notamment le remplacement d'une personne-clé par le mandataire qui a lieu sans l'accord du mandant ou en dehors des cas prévus au chiffre 7 ci-dessus.
- 18.3 Le contrat peut, par ailleurs, être révoqué ou répudié en tout temps par chacune des parties. Les prestations fournies conformément au contrat avant la fin de ce dernier sont payées au mandataire sans majoration des honoraires.
- 18.4 Si une partie résilie le contrat en temps inopportun, elle doit indemniser l'autre partie du dommage prouvé (qui ne comprend en aucun cas le manque à gagner) sans lui verser de supplément.
- 18.5 Il n'y a pas résiliation en temps inopportun lorsque le comportement d'une partie constitue un motif justifié de résiliation du contrat par l'autre partie.
- 18.6 En outre, la résiliation du contrat par le mandant n'est pas considérée comme intervenant en temps inopportun:
- lorsque les crédits ne sont pas approuvés ou débloqués par l'autorité législative, l'autorité exécutive ou une autre autorité;
  - lorsque des autorisations font défaut;
  - lorsque le mandant ne libère pas l'exécution de certaines phases;
  - lorsqu'une ou plusieurs personnes-clés du mandataire dont la collaboration est déterminante pour le projet sont remplacées dans leur fonction sans l'accord du mandant ou en dehors des cas réservés au chiffre 7 ci-dessus.

## **19 Disposition finale**

Les conditions générales ci-dessus font partie intégrante du présent contrat de mandataire.



## Annexes

---

### Annexe 1: Offre du mandataire du ....., révisée le .....

.....